

# Deux mois de mobilisations qui changent déjà la donne

*Depuis le 5 décembre 2019, le mouvement contre la réforme des retraites n'a pas faibli et a changé les rapports de forces. À la veille d'une nouvelle journée d'action, la bataille de l'opinion est d'ores et déjà gagnée.*

## 1. Un exécutif affaibli

Pris dans la tourmente d'un front social sans précédent qui fête ses deux mois de luttes, l'exécutif se trouve affaibli et isolé. La tentative de division initiée par le gouvernement, avec la mise en avant des régimes spéciaux et le faux retrait de l'âge pivot, n'aura pas retourné l'opinion : 61 % des sondés persistent à considérer que la réforme doit être retirée, selon Elabe. La proposition de loi, l'étude d'impact, tout comme la circulaire Castaner ont été ébréchées par le Conseil d'État. Le Sénat est vent debout contre la procédure accélérée imposée au Parlement, tandis que des députés de gauche, outre le dépôt de 20 000 amendements, s'appêtent à user d'une motion référendaire et d'une motion de censure. Dans un tel contexte, les élections municipales ne s'annoncent pas comme un long fleuve tranquille pour LaREM. Selon Odoxa, alors que les enjeux locaux dominent le scrutin, 30 % des Français envisagent un vote sanction en mars.

## 2. Les questions « identitaires » reléguées au second plan

Accédant au premier plan, la question sociale met un uppercut aux questions identitaires. Sont relégués à l'arrière-plan, au moins pour un temps, les Zemmour et leur ramassis de discours haineux, le débat sur l'immigration ou le « communautarisme » proposé par Macron lors de ses vœux le 31 décembre. La question sociale a fait son retour et elle a un nom : la lutte des classes. La mobilisation contre la réforme des retraites participe à isoler les 1 % les plus riches, donnant à voir, via les conditions spécifiques de cotisations des plus aisés ou l'affaire BlackRock, les intérêts particuliers pour lesquels elle a été pensée. Dans la lutte, les différentes catégories sociales se sont retrouvées côte à côte pour défendre l'intérêt général, non pas en niant les spécificités, mais s'appuyant sur la solidarité au cœur du système actuel. En veilles, les querelles identitaires et les porteurs de division.

## 3. Un dialogue rétabli entre la gauche et les syndicats

Si, régulièrement dans les mouvements sociaux, les responsables politiques de la gauche participaient aux manifestations, le dialogue est monté dans ce mouvement-là d'un cran. Dirigeants et parlementaires du PS, du PCF, de la FI et d'autres partis ont mené avec les salariés en lutte et leurs syndicats des actions communes, des meetings, et lancé une pétition. Ces rencontres ont permis à ces salariés d'interpeller les partis de gauche sur la nécessité de proposer une alternative au projet du gouvernement. Jusque sur les piquets de grève, responsables politiques et syndicaux se sont retrouvés côte à côte, comme ce 13 janvier où Philippe Martinez, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, et le député insoumis Jean-Luc Mélenchon se sont retrouvés au dépôt de la RATP de Vitry-sur-Seine. À présent, ce sont les parlementaires de gauche qui se font les relais de la colère sociale à l'Assemblée nationale.

## 4. Les syndicats de retour au devant de la scène

La réforme des retraites se révèle à ce point contre-productive pour le pouvoir qu'elle a eu pour conséquence de remettre le pied à l'étrier à des syndicats qu'Emmanuel Macron se faisait fort de faire disparaître. « *On a besoin de corps intermédiaires mais à la bonne place* », s'était fixé comme ligne de conduite le candidat à la présidentielle, fin 2016. Aussitôt dit, aussitôt fait avec les ordonnances... Macron, qui leur ont assigné un rôle d'interlocuteur des patrons dans les entreprises et les branches professionnelles, le gouvernement récupérant de fait la gestion des retraites, assurance-chômage, maladie, jusqu'alors paritaires, avec l'assentiment du Medef.

Les huit journées d'action interprofessionnelle et leurs centaines de milliers de manifestants et grévistes ont remis en cause le récit de la mort inéluctable des syndicats, que l'irruption des gilets jaunes était censée précipiter. Si elle réclame toujours le retrait du projet de loi, l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires et FSU, rejointe par la CFE-CGC, a marqué des points en obligeant l'exécutif à recréer de fait des régimes spéciaux dans sa réforme censée les éradiquer. La CFDT, l'Unsa et la CFTC jouent, elles, la carte de la réorientation du projet gouvernemental de l'intérieur. Ces divergences de stratégie offrent le dernier moyen de pression de la majorité pour réduire l'influence des syndicats.

## 5. Les AG interprofessionnelles, creuset du mouvement

« *Le gouvernement a au moins réussi une chose : mettre de plus en plus de secteurs dans le mouvement. La retraite, c'est la petite roue qui entraîne toutes les autres* », se félicitait Stéphane dans une récente AG lilloise. Et le cheminot SUD rail d'ajouter : « *Le mélange est de plus en plus marquant. On manifeste avec son drapeau ou pas, sa chasuble ou pas, les avocats avec la santé...* » La force de cette mobilisation historique est son surgissement par la base. La première journée d'action du 5 décembre est née d'un appel des syndicats de la RATP, auquel la CGT, la FSU, Solidaire et FO ont donné un caractère national et interprofessionnel. Et les assemblées générales qui se sont construites localement se sont muées en creuset des actions communes qui permettent au mouvement de s'inscrire dans une durée inédite. « *Que des secteurs qui se côtoient peu se retrouvent ensemble, ce n'est pas arrivé depuis longtemps. Et avec une telle ténacité et inventivité, c'est rare* », relevait Judith, maître de conférences en anthropologie, lors de la même AG à Lille.

## 6. Un mouvement féministe

Le flash mob des cortèges féministes initié par Attac, mais largement rejoint par d'autres organisations, syndicales, politiques, associatives, n'aura échappé à personne dans les manifestations. Les avatars de Rosie la riveteuse, icône féministe vêtue du bleu de travail et d'un bandeau rouge à pois, dansant sur les marches de la Bastille ou gare de l'Est sur un air kitsch des années 1980 rebaptisé *À cause de Macron*, apparaissent dans chaque défilé et inondent la Toile. Depuis le mouvement des gilets jaunes, la féminisation du mouvement social est manifeste et surtout visible. Avec vitalité et humour, le prisme du genre s'impose dans ce mouvement. Face à une réforme qui clamait son intention d'égalité, les féministes ont pointé le scandale social des inégalités salariales pesant considérablement à terme sur les pensions. Ces questions sont devenues centrales, au cœur de la réforme et désormais au cœur de la contestation.

## **7. Nouvelles formes de lutte**

Solidarité, créativité, dérision... de nouvelles formes d'expression ont vu le jour et changé le regard porté sur la mobilisation. Les réseaux sociaux ont relayé des scènes éphémères, permettant d'étendre le mouvement hors les manifestations : spectacle sauvage des ballerines ou concerts de l'Opéra de Paris offerts à tous en dehors de l'établissement. Jets de robes d'avocat, de marteaux des agents du Mobilier national, de bleus de travail des égoutiers, blouses des hospitaliers... l'outil de travail identifie un collectif, représente sa communauté professionnelle mais s'exprime dans un ensemble plus large avec solidarité. L'humour déstabilise le pouvoir et ses réactions au moment où les violences policières tentaient de décrédibiliser les manifestations, retransmises par des médias avides d'images chocs. Ces nouvelles images abondamment relayées sur les réseaux sociaux sont drôles, subversives, enrichies par les professionnels de la culture, comédiens, graphistes, gameurs ou techniciens du numérique.

Ludovic Finez, Stéphane Guérard, Julia Hamlaoui, Kareen Janselme et Sabrina Roja

L'Humanité, Mercredi, 5 Février, 2020